

Les investissements publics ont encore augmenté en 2010, tandis que la reprise se poursuivait. Les dépenses en immobilisations du secteur public devraient progresser de 9,9 % pour se chiffrer à 87,8 milliards de dollars (en dollars courants).

En 2010, les investissements publics et privés en construction non résidentielle ainsi qu'en matériel et outillage devraient dépasser de 5,3 % ceux de 2009 et atteindre 239,9 milliards de dollars. Après la baisse marquée de 2009, ils resteront inférieurs au niveau de 2008. Les dépenses en immobilisations des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et municipales représenteront près des deux tiers de la hausse. Plus de deux milliards de dollars de cette hausse proviendront des projets de transport en commun.

Les dépenses en immobilisations des administrations publiques ont progressé de 5,1 milliards de dollars en 2009 et devraient augmenter autant en 2010,

atteignant 44,4 milliards de dollars. Une part importante des dépenses supplémentaires ira aux projets d'infrastructure. Les administrations publiques constitueront un peu plus de la moitié des 87,8 milliards de dollars de dépenses en immobilisations de l'ensemble du secteur public en 2010.

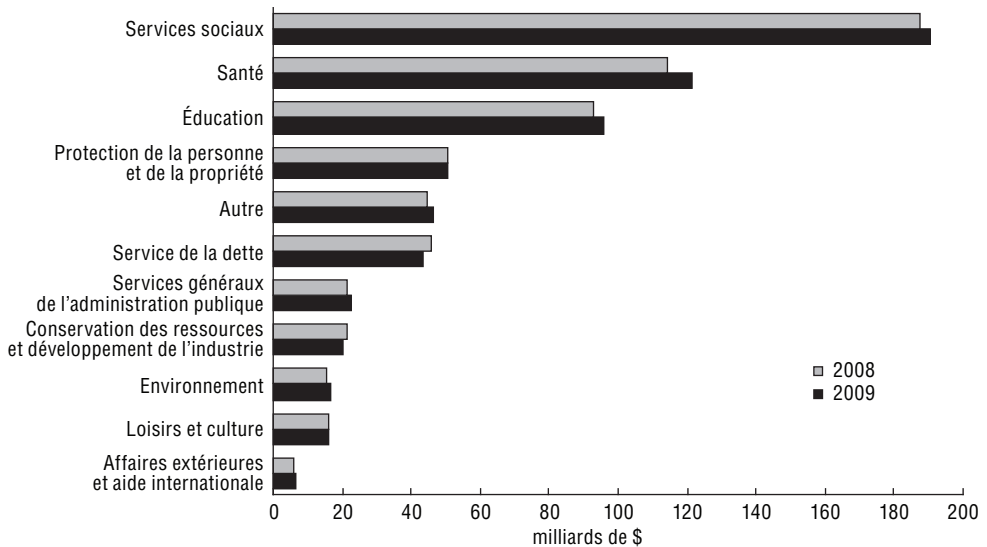
Augmentation des revenus

Les revenus de tous les ordres d'administrations publiques ont atteint 629,6 milliards de dollars pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010, en hausse de 8,0 % par rapport à 2008-2009. Les dépenses ont crû de 5,2 %, atteignant 663,3 milliards de dollars. Les recettes fiscales ont progressé de 10,8 %, surtout en raison d'une hausse de l'impôt des sociétés. Les frais de la dette équivalaient à 9,4 % des revenus des administrations publiques en 2009-2010, contre 10,0 % en 2008-2009.

L'épargne consolidée pour tous les ordres d'administrations publiques est passée d'un

Graphique 17.1

Dépenses consolidées des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales



Note : Les données des administrations fédérale, provinciales et territoriales sont pour l'exercice financier se terminant le 31 mars et celles des administrations locales sont pour l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0001.

excédent de 16,8 milliards de dollars au 31 mars 2008 à un déficit de 47,3 milliards de dollars au 31 mars 2009. L'épargne a augmenté de 13,7 milliards de dollars l'an dernier, mais accusait toujours un déficit de 33,6 milliards de dollars au 31 mars 2010.

La plus grande partie (85 %) du redressement de l'épargne était attribuable à l'administration publique fédérale, mais l'épargne des administrations provinciales et locales s'est légèrement améliorée.

Emploi et salaires

L'emploi à tous les ordres d'administrations publiques s'établissait à 3,56 millions d'employés en 2009, ce qui constitue une hausse de 68 000 employés par rapport à 2008. De 2008 à 2009, l'emploi dans les administrations publiques générales provinciales et territoriales (sauf les établissements d'enseignement, les conseils scolaires et les établissements de santé et de services sociaux) a diminué de 0,9 %. Au cours de la même période, l'emploi dans l'administration publique générale fédérale s'est accru de 3,8 %. Les salaires du secteur

Tableau 17.a
Emploi, salaires et traitements dans le secteur public

	2000	2009
	nombre	
Emploi		
Secteur public	2 789 754	3 561 012
Administration publique	2 520 624	3 248 095
Entreprises publiques	269 130	312 917
	milliers de \$	
Salaires et traitements		
Secteur public	115 324 041	180 128 356
Administration publique	103 421 231	162 315 942
Entreprises publiques	11 902 809	17 812 416

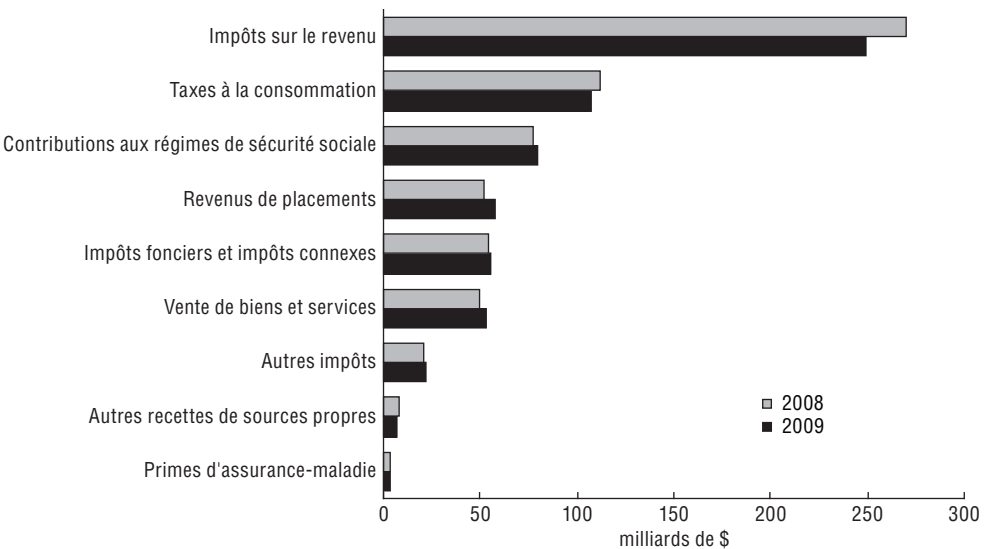
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0002.

public ont crû de 5,3 % de 2008 à 2009. Tous les ordres de gouvernement ont affiché une hausse de salaires, mais l'administration publique générale fédérale a contribué le plus à la hausse, les salaires s'étant accrus de 7,8 %.

De 2000 à 2009, l'emploi a crû de 27,6 % dans le secteur public, de 23,9 % dans l'administration fédérale générale et de 5,7 % dans les administrations générales provinciales et territoriales. Les salaires et traitements du secteur public se sont accrus de 56,2 %.

Graphique 17.2

Recettes consolidées des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales



Note : Les données des administrations fédérale, provinciales et territoriales sont pour l'exercice financier se terminant le 31 mars et celles des administrations locales sont pour l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0001.

Entreprises publiques

En 2008, les bénéfices après impôts des entreprises publiques (EP) fédérales ont atteint 5,7 milliards de dollars, en hausse de 4,7 % par rapport à 2007. Les gains du secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier ont été à l'origine de cette augmentation.

Les EP provinciales et territoriales ont enregistré des bénéfices de 18,7 milliards de dollars en 2008, ce qui représente une baisse de 1,8 % par rapport à 2007. Les principales sources de bénéfices étaient les services publics, les services personnels, les services aux entreprises et les autres services.

Les EP locales ont enregistré des bénéfices après impôts de l'ordre de 977 millions de dollars en 2007, en baisse de 7,3 % par rapport à 2006. L'activité la plus rentable des EP locales était la production d'électricité.

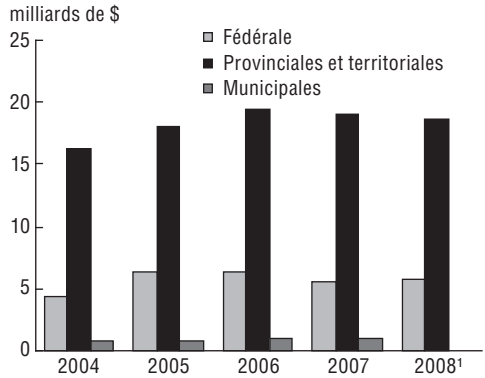
De 2003 à 2008, les EP fédérales ont presque doublé leur valeur nette totale (18,6 milliards de dollars), et les EP provinciales et territoriales ont plus que doublé la leur (41,4 milliards de dollars).

Augmentation des revenus des régies des alcools

Durant l'exercice terminé le 31 mars 2009, les magasins de bière et d'alcool et leurs agents ont vendu pour 19,4 milliards de dollars de boissons alcoolisées. Cette hausse de 3,0 % est due à l'accroissement des ventes de bières et de spiritueux importés par rapport aux produits canadiens et au renchérissement moyen de 1,0 % des boissons alcoolisées.

La dominance de la bière s'atténue, bien qu'elle demeure de loin la boisson alcoolisée la plus populaire en volume et en valeur. En 1993, la bière a culminé à 53 % de la valeur monétaire, contre 18 % pour le vin. En 2009, leurs parts de marché étaient de 46 % et de 29 % respectivement (le reste allant aux spiritueux). De 2000 à 2009, la valeur monétaire des ventes de vins rouges a grimpé de 161 %. La hausse de 2,9 % des ventes de spiritueux était surtout attribuable à une hausse de 5,6 % des ventes de vodka.

Graphique 17.3
Bénéfices après impôts des administrations publiques



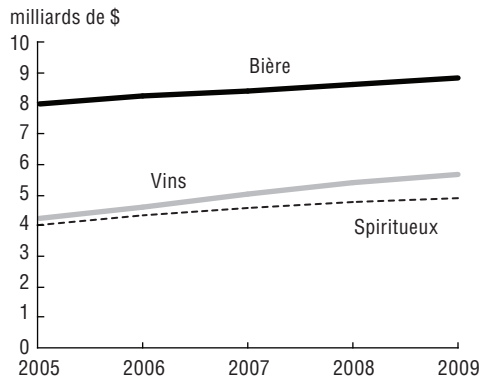
Note : Exercice se terminant le plus près du 31 décembre.

1. Les données pour les administrations municipales ne sont pas disponibles.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 385-0015, 385-0030 et 385-0031.

En 2007, le revenu total combiné des EP locales a augmenté de 6,9 % pour atteindre 20,3 milliards de dollars. Cette hausse provient surtout d'une augmentation de 6,5 % des ventes de biens et services.

Graphique 17.4
Ventes de boissons alcoolisées



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0006.

Les revenus nets des régies des alcools provinciales et territoriales (y compris les revenus connexes comme les permis de vente d'alcool) ont atteint 5,4 milliards de dollars en 2009, 3,6 % de plus qu'en 2008. La Saskatchewan, le Nunavut et la Nouvelle-Écosse ont connu les hausses les plus marquées.

Tableau 17.1 Recettes et dépenses consolidées de l'administration publique, 1996 à 2009

	1996	1997	1998	1999	2000
	millions de \$				
Recettes	352 416	366 764	390 484	404 976	436 558
Impôts sur le revenu	134 343	143 578	160 204	164 593	178 423
Impôts sur le revenu des particuliers	108 649	113 750	123 029	127 763	138 443
Impôts sur le revenu des sociétés	23 604	26 758	33 897	33 621	36 155
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	479	223	304	307	326
Impôts directs des non-résidents	1 611	2 847	2 974	2 901	3 499
Taxes à la consommation	66 951	69 372	73 065	76 697	80 088
Taxes générales de vente	40 320	42 222	44 620	47 566	51 323
Taxes sur les boissons alcoolisées et le tabac	5 459	5 581	5 801	6 235	6 190
Taxes sur les divertissements	351	411	485	627	630
Taxes sur les carburants	10 710	10 873	11 227	11 602	11 789
Droits de douane	2 971	2 677	2 766	2 359	2 104
Bénéfices sur la vente des boissons alcoolisées	2 658	2 519	2 727	2 807	2 747
Bénéfices remis, tirés des jeux de hasard	3 200	3 517	3 730	4 175	4 183
Autres taxes à la consommation	1 282	1 573	1 709	1 325	1 121
Impôts fonciers et impôts connexes	35 846	36 935	38 546	38 557	40 255
Autres impôts	13 039	13 080	13 333	14 054	14 334
Primes d'assurance-maladie	1 579	1 648	1 700	2 018	1 950
Contributions aux régimes de sécurité sociale	43 272	45 212	45 874	49 552	51 946
Vente de biens et services	25 744	27 763	27 409	29 097	32 202
Revenus de placements	26 285	26 153	26 377	24 560	29 588
Autres recettes autonomes	5 357	3 022	3 976	5 849	7 773
Dépenses	397 616	389 359	391 673	407 343	422 402
Services généraux de l'administration publique	12 157	12 255	12 496	13 238	13 752
Protection de la personne et de la propriété	29 330	28 501	27 984	29 366	31 749
Transports et communication	19 680	17 422	17 062	17 823	18 117
Santé	53 105	53 427	56 762	59 378	64 317
Services sociaux	118 048	120 176	122 256	126 240	129 704
Éducation	55 602	54 269	55 390	57 970	60 457
Conservation des ressources et développement industriel	15 029	13 072	11 670	12 992	14 353
Environnement	8 666	8 381	8 703	8 566	8 672
Loisirs et culture	9 189	9 010	8 751	9 277	9 909
Travail, emploi et immigration	2 805	2 237	2 930	2 996	2 951
Logement	3 948	4 053	3 733	3 816	3 519
Affaires extérieures et aide internationale	3 954	3 761	3 676	4 035	4 291
Planification et aménagement des régions	1 558	1 527	1 562	1 688	1 762
Établissements de recherche	1 933	1 623	1 522	1 724	1 951
Service de la dette	62 056	59 114	56 011	56 900	56 397
Autres dépenses	556	530	1 166	1 334	501
Surplus/déficit (-)	-45 200	-22 595	-1 189	-2 367	14 156

Note : Les données des administrations fédérale, provinciales et territoriales sont en date du 31 mars et celles des administrations locales sont pour l'exercice financier se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0001.

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
millions de \$								
475 137	468 149	481 412	505 434	538 265	573 572	604 592	647 552	633 672
191 144	188 011	178 173	188 619	207 415	225 158	245 867	269 467	248 655
143 116	144 746	139 836	145 324	155 136	167 276	179 869	193 525	189 222
43 262	38 819	33 608	38 925	46 928	50 966	58 131	67 642	50 277
454	297	352	215	530	757	970	1 192	1 747
4 312	4 150	4 377	4 156	4 822	6 159	6 896	7 109	7 410
87 870	88 987	96 431	98 918	104 495	107 857	105 809	111 684	107 150
55 523	56 076	60 210	62 169	66 352	69 461	67 419	72 094	67 001
6 203	7 201	8 800	9 260	9 673	9 024	8 595	8 634	8 565
598	592	592	552	561	573	531	520	525
11 745	11 743	12 337	12 760	12 700	13 016	13 025	13 462	13 528
2 807	3 018	3 189	2 804	3 041	3 429	3 651	3 803	4 055
3 475	3 144	3 334	3 544	3 703	3 975	4 252	4 478	4 594
6 315	5 926	6 095	5 969	6 395	6 438	6 375	6 546	6 697
1 205	1 288	1 873	1 860	2 070	1 941	1 961	2 148	2 185
41 063	41 730	42 529	44 244	46 721	49 509	51 277	53 882	54 862
15 157	14 940	16 083	17 037	18 018	18 917	20 489	21 129	21 807
2 178	2 282	3 000	3 132	3 206	3 258	3 268	3 457	3 390
57 530	59 953	63 489	67 568	69 039	71 532	74 697	77 740	80 010
34 415	34 594	37 299	38 704	40 822	42 966	44 913	49 685	53 168
38 836	32 269	34 838	37 267	40 525	47 544	50 122	52 436	57 793
6 943	5 381	9 570	9 946	8 022	6 830	8 151	8 070	6 836
446 505	461 306	480 915	501 884	516 576	547 465	578 174	616 090	631 251
15 968	15 765	17 520	18 633	18 792	20 074	20 857	21 505	22 822
32 978	35 218	37 193	39 154	41 096	43 299	46 396	50 689	50 790
17 979	18 628	19 148	20 258	21 172	24 838	26 280	29 966	32 197
70 465	76 935	83 315	89 479	94 497	99 531	107 497	114 245	121 577
135 793	141 751	145 398	150 827	156 762	164 568	174 290	187 734	190 276
63 522	66 559	70 533	74 246	77 140	84 760	87 455	92 722	95 732
15 713	16 329	18 784	19 430	18 652	19 760	21 078	21 360	19 975
9 222	9 853	10 259	11 391	11 903	13 158	14 420	15 516	16 933
10 871	11 347	11 690	13 143	13 476	14 268	15 008	15 809	16 306
2 882	3 019	3 395	3 440	2 328	2 480	2 619	2 917	2 395
3 723	3 420	3 624	3 833	3 880	4 527	4 942	5 544	6 120
4 477	4 562	5 128	4 611	5 556	5 585	6 500	6 211	6 508
1 847	2 099	2 111	2 133	2 057	2 235	2 338	2 524	2 775
1 419	1 767	1 881	1 890	1 823	1 859	2 023	2 332	2 268
57 790	52 075	49 475	46 917	45 506	44 784	45 578	45 715	43 634
1 857	1 979	1 463	2 499	1 935	1 738	894	1 303	945
28 632	6 842	496	3 550	21 689	26 107	26 418	31 461	2 421

Tableau 17.2 Transferts des administrations publiques aux particuliers, 1993 à 2007

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	millions de \$					
Ensemble des administrations publiques	98 323	98 495	98 512	98 865	100 431	104 558
Administration fédérale	51 600	50 166	48 879	48 752	49 234	50 739
Prestations familiales et allocations aux jeunes	37	37	38	39	43	58
Prestation fiscale et crédit d'impôt pour les enfants	5 252	5 259	5 214	5 228	5 310	5 600
Pensions (première et seconde guerres mondiales)	848	864	909	914	921	918
Allocations aux anciens combattants	441	417	397	383	387	387
Subventions aux Autochtones et à leurs organisations	2 886	3 027	3 566	3 564	3 730	4 447
Crédit pour taxes sur les produits et services	2 655	2 833	2 810	2 866	2 905	2 924
Prestations d'assurance-emploi	17 591	15 012	12 889	11 859	10 874	10 713
Paiements de la caisse de la sécurité de la vieillesse	19 479	20 170	20 622	21 221	21 798	22 398
Bourses d'études et subventions à la recherche	727	780	687	686	700	519
Transferts divers et autres	1 684	1 767	1 747	1 992	2 566	2 775
Administrations provinciales	24 603	24 815	25 406	25 576	25 945	26 717
Aide sociale, maintien du revenu	9 660	9 863	9 854	9 258	8 723	8 050
Aide sociale, autre	2 239	2 316	2 308	2 371	2 408	2 241
Indemnisations des accidentés du travail	3 925	3 811	3 992	4 198	4 067	3 886
Subventions aux associations de bienfaisance	5 506	5 577	5 962	6 123	6 714	7 196
Transferts divers	3 273	3 248	3 290	3 626	4 033	5 344
Administrations locales	3 899	3 949	3 738	2 950	2 640	3 523
Régime de pensions du Canada	14 058	15 132	15 777	16 559	17 327	18 054
Régime de rentes du Québec	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0009.

Tableau 17.3 Dette de l'administration fédérale, 1994 à 2008

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
	millions de \$					
Dette fédérale brute	557 604	595 877	634 939	651 124	645 725	648 389
Dette non échue	414 942	441 991	470 581	477 940	468 024	461 004
Obligations négociables	208 464	233 621	262 279	295 022	309 256	315 421
Bons du trésor	166 000	164 450	166 100	135 400	112 300	96 950
Effets et prêts	5 649	9 046	7 296	10 557	12 533	16 353
Obligations d'épargne du Canada	31 331	31 386	31 428	33 493	30 479	28 217
Obligations détenues par le Régime de pensions du Canada	3 498	3 488	3 478	3 468	3 456	4 063
Comptes de pension de retraite	94 097	101 033	107 882	114 205	117 456	122 407
Billets du Dominion et monnaie en circulation	2 464	2 570	2 805	3 243	3 346	3 428
Autre passif	46 101	50 283	53 671	55 736	56 899	61 550
Dette non échue payable en devises étrangères	10 668	16 921	16 809	23 016	27 183	36 000
Actifs financiers	44 385	45 192	56 221	62 722	64 144	73 921
Dette fédérale nette¹	513 219	550 685	578 718	588 402	581 581	574 468

Note : Année financière se terminant le 31 mars.

1. La dette fédérale nette est égale à la dette fédérale brute moins les actifs financiers.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0010.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de \$								
106 006	110 487	117 633	121 047	124 775	130 153	136 247	146 016	153 264
51 575	53 479	57 965	60 857	62 949	65 603	67 903	70 531	76 220
84	99	116	133	140	157	165	187	205
5 939	6 577	7 379	7 824	8 051	8 547	9 174	9 470	9 495
910	973	1 196	1 398	1 463	1 530	1 584	1 693	1 694
414	404	267	212	223	266	289	326	462
4 271	4 511	4 448	4 800	4 951	5 254	5 752	5 823	6 179
2 943	2 974	3 099	3 140	3 264	3 346	3 472	3 566	3 599
10 150	9 615	11 361	12 837	13 361	13 269	12 937	12 498	12 561
22 907	23 790	24 789	25 747	26 931	27 992	29 085	30 468	31 835
519	531	560	585	612	734	789	858	817
3 438	4 005	4 750	4 181	3 953	4 508	4 656	4 467	6 922
27 170	28 574	29 662	29 781	30 066	30 981	33 297	38 790	38 649
7 048	6 538	6 547	6 603	6 641	6 788	6 918	7 124	7 371
2 546	2 906	2 966	2 936	3 061	3 167	3 445	3 791	3 882
4 073	4 434	4 840	5 150	5 036	5 083	5 229	5 316	5 468
7 322	7 953	8 406	8 500	8 667	9 011	9 581	10 593	10 928
6 181	6 743	6 903	6 592	6 661	6 932	8 124	11 161	9 548
2 990	3 248	3 641	2 637	2 747	2 940	3 026	3 034	3 115
18 540	19 183	20 023	21 076	21 986	23 129	24 225	25 417	26 624
5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de \$								
648 212	644 900	640 526	629 638	628 830	626 217	619 701	618 765	594 390
457 331	447 741	444 058	441 366	437 946	432 996	428 354	419 647	394 734
315 854	316 651	314 685	303 689	292 145	276 676	269 577	264 664	259 998
99 850	88 700	94 201	104 600	113 400	127 200	131 600	134 100	117 000
11 302	12 570	7 765	7 124	7 720	6 705	6 740	3 966	3 626
26 899	26 416	24 021	22 584	21 330	19 080	17 342	15 175	13 068
3 426	3 404	3 386	3 369	3 351	3 335	3 095	1 742	1 042
128 346	129 185	126 921	125 708	127 560	129 579	131 062	134 726	137 371
3 601	3 763	3 914	4 122	4 193	4 310	4 533	4 750	4 925
58 934	64 211	65 633	58 442	59 131	59 332	55 752	59 642	57 360
32 589	33 664	27 547	21 603	20 827	16 543	14 333	10 617	9 716
86 479	99 600	105 836	103 146	105 182	102 873	105 602	110 643	103 978
561 733	545 300	534 690	526 492	523 648	523 344	514 099	508 122	490 412

Tableau 17.4 Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, comptes courants et capital, 1994 à 2008

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
	millions de \$					
Recettes	39 289,9	41 133,8	39 340,6	39 830,4	44 329,5	46 681,0
Recettes de sources propres	29 310,9	30 582,4	30 515,4	31 612,1	35 448,0	37 514,5
Taxes à la consommation	19 055,6	19 158,7	19 545,3	20 156,4	23 202,2	24 166,1
Impôts fonciers et impôts connexes	50,1	51,1	53,8	55,0	57,7	77,8
Autres impôts	374,6	368,8	388,5	440,0	457,8	511,1
Vente de biens et services	7 399,0	7 887,5	7 943,7	8 497,3	9 131,2	10 006,4
Revenus de placements	1 988,4	2 691,7	2 153,6	2 017,8	2 108,5	2 206,7
Autres recettes de sources propres	443,2	424,6	430,7	445,6	490,6	546,4
Transferts généraux et particuliers	9 979,0	10 551,3	8 825,1	8 218,4	8 881,5	9 166,6
Transferts à des fins générales	1 405,9	1 358,4	1 521,0	1 238,9	1 424,9	1 183,5
Transferts à des fins particulières	8 573,1	9 193,0	7 304,2	6 979,5	7 456,6	7 983,0
Dépenses	39 830,8	41 422,3	39 531,9	40 005,7	42 247,8	43 396,3
Services généraux de l'administration publique	3 759,4	4 006,6	3 877,0	4 014,0	4 237,6	4 711,6
Protection de la personne et de la propriété	5 850,0	6 049,6	6 113,3	6 195,1	6 767,3	6 819,1
Transports et communications	7 971,0	8 415,2	7 936,9	8 390,9	8 492,8	8 822,5
Santé	760,1	812,0	723,2	674,4	860,3	763,4
Services sociaux	5 396,9	5 186,3	4 263,1	4 213,6	5 171,3	4 983,0
Éducation	149,7	148,4	148,3	182,9	183,8	176,4
Conservation des ressources et développement de l'industrie	812,6	808,1	720,6	796,4	813,5	912,0
Environnement	5 957,4	6 419,3	6 299,7	6 442,3	6 250,8	6 388,1
Loisirs et culture	4 474,5	4 821,4	4 846,1	4 649,9	4 741,2	5 003,8
Logement	634,7	575,6	550,9	558,5	1 098,6	1 142,9
Planification et aménagement des régions	624,7	693,6	623,9	648,8	696,5	742,1
Service de la dette	3 197,4	3 219,3	3 109,2	2 908,2	2 803,8	2 668,0
Autres dépenses	242,5	267,0	319,6	330,7	130,4	263,4
Surplus / déficit (-)	-541,0	-288,6	-191,3	-175,3	2 081,7	3 284,8

Notes : Année se terminant le 31 décembre.

Les administrations publiques générales locales comprennent les municipalités et d'autres entités locales, mais n'incluent pas les conseils scolaires.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0024.

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de \$								
45 707,5	47 914,3	49 529,7	51 784,5	55 296,0	60 632,4	65 021,8	69 992,0	73 758,7
38 470,1	40 344,6	41 427,2	43 191,6	45 996,6	48 895,3	51 874,9	55 983,1	57 932,9
24 347,7	25 216,0	26 066,1	27 466,9	29 153,7	31 120,7	32 765,7	35 001,1	36 519,4
83,5	91,4	96,4	97,6	98,9	103,7	110,0	113,3	116,3
513,1	555,7	619,7	631,3	716,7	773,2	817,5	911,0	939,6
10 504,0	11 217,1	11 641,5	11 720,7	12 432,8	13 301,0	14 350,8	15 764,8	16 029,3
2 363,1	2 535,1	2 261,0	2 495,9	2 777,3	2 741,8	2 888,8	3 117,4	3 220,2
658,9	729,3	742,6	779,2	817,1	855,0	942,1	1 075,6	1 108,0
7 237,4	7 569,6	8 102,5	8 592,8	9 299,4	11 737,1	13 146,9	14 008,9	15 825,9
1 165,2	1 335,7	1 474,2	1 545,6	1 657,2	1 993,8	2 336,0	2 207,5	2 476,8
6 072,2	6 234,0	6 628,3	7 047,2	7 642,2	9 743,3	10 811,0	11 801,4	13 349,1
44 911,6	46 724,4	48 669,3	53 546,0	55 664,3	60 604,7	64 438,4	69 305,8	74 310,5
3 836,9	4 359,6	5 165,1	5 853,6	5 854,1	6 244,9	6 480,1	6 592,6	7 194,2
7 194,1	7 707,3	8 096,5	8 981,8	9 232,6	9 867,6	10 392,4	11 334,5	12 124,2
8 918,1	9 094,3	9 245,7	10 186,9	10 799,3	11 794,1	12 811,5	14 426,5	15 843,3
914,9	1 142,8	1 248,7	1 342,1	1 471,7	1 656,5	1 720,5	1 802,4	1 927,0
5 532,1	5 187,9	5 285,6	5 547,7	5 777,4	6 121,0	6 316,1	6 482,2	6 684,1
190,7	223,9	202,4	206,7	210,0	230,8	230,5	236,4	239,6
940,1	970,9	937,8	1 094,2	1 155,4	1 289,2	1 387,6	1 443,5	1 526,2
6 797,0	7 168,3	7 432,8	8 591,6	9 012,2	10 254,5	11 132,3	12 020,8	12 826,6
5 538,0	5 846,7	5 751,2	6 546,5	6 774,7	7 539,0	7 914,7	8 670,2	9 188,8
1 481,7	1 721,9	1 901,0	1 950,6	2 009,4	2 199,0	2 390,7	2 498,9	2 787,5
780,7	859,5	903,4	944,3	1 013,0	1 089,6	1 234,6	1 325,2	1 381,8
2 448,3	2 328,3	2 291,3	2 222,0	2 243,8	2 212,6	2 314,4	2 367,1	2 438,8
339,0	113,0	207,8	78,0	110,7	105,8	112,9	105,5	148,3
795,8	1 189,9	860,3	-1 761,5	-368,3	27,7	583,5	686,2	-551,8

Tableau 17.5 Emploi, salaires et traitements dans le secteur public, 2005 à 2009

	2005	2006	2007	2008	2009
	nombre				
Emploi¹	3 240 996	3 310 522	3 383 821	3 493 486	3 561 012
Administration publique	2 954 769	3 022 033	3 090 234	3 183 217	3 248 095
Administration publique générale fédérale ²	370 463	386 230	387 121	400 196	415 397
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	340 035	344 970	352 931	361 895	358 461
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	749 124	764 568	783 142	800 200	822 904
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciaux et territoriaux	338 228	347 527	358 138	365 137	374 056
Administrations publiques générales, locales	516 842	529 846	548 298	581 221	596 674
Commissions scolaires locales	640 077	648 892	660 603	674 568	680 603
Entreprises publiques	286 227	288 489	293 587	310 270	312 917
Entreprises publiques fédérales	95 436	96 310	99 121	104 864	104 692
Entreprises publiques provinciales et territoriales	136 074	135 621	135 876	144 779	147 616
Entreprises publiques locales	54 717	56 558	58 589	60 627	60 608
	milliers de \$				
Salaires et traitements³	144 132 596	152 120 820	161 697 682	171 060 667	180 128 356
Administration publique	129 843 028	137 126 087	145 728 075	154 102 901	162 315 942
Administration publique générale fédérale ²	23 641 853	24 604 049	25 502 731	27 234 168	29 356 301
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	17 892 675	18 728 991	19 967 329	21 377 959	22 550 498
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	30 864 124	33 001 263	36 211 805	38 116 093	40 448 145
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciaux et territoriaux	14 798 851	15 760 015	16 808 945	17 823 910	18 744 445
Administrations publiques générales, locales	16 314 797	17 224 537	18 188 492	19 275 207	20 116 796
Commissions scolaires locales	26 330 724	27 807 232	29 048 775	30 275 564	31 099 756
Entreprises publiques	14 289 569	14 994 731	15 969 605	16 957 765	17 812 416
Entreprises publiques fédérales	4 072 449	4 316 943	4 634 364	4 837 816	5 216 077
Entreprises publiques provinciales et territoriales	7 387 818	7 693 874	8 181 295	8 791 417	9 202 700
Entreprises publiques locales	2 829 299	2 983 915	3 153 947	3 328 533	3 393 640

1. Les données d'emploi ne sont pas en équivalents temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel. Inclut les employés au Canada et à l'extérieur du Canada.

2. L'administration publique générale fédérale comprend les réservistes et les membres des Forces armées canadiennes à temps plein.

3. Inclut les employés au Canada et à l'extérieur du Canada.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0002.

Tableau 17.6 Personnel militaire et rémunération, 2005 à 2009

	2005	2006	2007	2008	2009
	nombre				
Employés					
Canada et extérieur du Canada	85 706	87 730	89 352	90 753	93 351
Terre-Neuve-et-Labrador	1 375	1 226	1 225	1 287	1 245
Île-du-Prince-Édouard	284	213	230	233	242
Nouvelle-Écosse	10 830	10 520	10 510	10 414	10 347
Nouveau-Brunswick	5 084	5 300	5 798	5 812	6 122
Québec	16 121	17 663	18 266	18 509	19 296
Ontario	28 413	29 741	29 847	30 932	31 948
Manitoba	3 927	3 824	4 012	4 013	4 074
Saskatchewan	1 150	1 108	1 112	1 105	1 109
Alberta	9 078	9 090	9 214	9 488	9 881
Colombie-Britannique	7 793	7 298	7 298	7 137	7 257
Yukon	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	150	166	174	156	157
Nunavut	x	x	x	x	x
Extérieur du Canada	1 494	1 577	1 658	1 659	1 666
	milliers de \$				
Traitements et salaires annuels					
Canada et extérieur du Canada	4 635 783	4 738 189	4 833 405	5 267 357	5 609 918
Terre-Neuve-et-Labrador	55 668	53 914	53 158	58 590	58 770
Île-du-Prince-Édouard	6 299	5 862	6 224	6 706	6 946
Nouvelle-Écosse	645 756	656 543	648 200	683 179	690 069
Nouveau-Brunswick	257 565	268 851	290 991	304 140	333 963
Québec	777 348	801 390	845 349	925 074	1 059 294
Ontario	1 552 523	1 616 418	1 652 767	1 825 986	1 916 614
Manitoba	220 550	215 275	220 033	236 606	245 571
Saskatchewan	50 570	51 691	53 075	55 780	57 970
Alberta	483 977	485 571	484 147	551 922	605 707
Colombie-Britannique	448 902	440 776	432 545	463 400	473 789
Yukon	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	13 807	14 303	14 455	15 319	14 490
Nunavut	x	x	x	x	x
Extérieur du Canada	122 103	126 492	129 801	137 028	142 097

Notes : Les données d'emploi ne sont pas en équivalents à temps plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

Exclut les employés civils.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 183-0004.

Tableau 17.7 Recettes et dépenses des institutions de services de santé et de services sociaux, 2005 à 2009

	2005	2006	2007	2008	2009
	milliers de \$				
Recettes	60 254 975	64 091 854	70 533 240	74 746 577	80 103 978
Recettes autonomes	8 985 459	10 102 819	10 592 712	11 237 972	12 107 664
Ventes de biens et de services	7 748 619	8 456 582	8 864 183	9 395 342	10 124 989
Revenus de placements	115 278	158 239	180 918	193 037	208 214
Autres recettes autonomes	1 121 562	1 487 997	1 547 612	1 649 594	1 774 461
Transferts de l'ensemble des administrations publiques	51 269 516	53 989 035	59 940 528	63 508 605	67 996 314
Administration fédérale	6 868	5 707	6 508	6 848	7 361
Administrations provinciales	51 040 821	53 728 613	59 674 442	63 223 174	67 686 684
Administrations locales	221 827	254 716	259 577	278 583	302 269
Dépenses	61 870 427	65 488 447	71 144 975	75 409 381	80 826 966
Santé	54 993 109	57 975 721	62 890 870	66 687 751	71 435 800
Soins hospitaliers	28 601 569	30 596 260	33 078 439	34 657 653	37 336 376
Soins médicaux	13 164 745	13 367 475	14 360 351	15 393 198	16 558 004
Soins préventifs	1 167 437	1 309 745	1 441 885	1 512 623	1 636 130
Autres services de santé	12 059 357	12 702 242	14 010 194	15 124 278	15 905 290
Services sociaux	6 648 924	7 282 603	7 996 383	8 461 929	9 112 216
Assistance sociale	41 312	3 643	3 369	3 267	3 299
Autres services sociaux	6 607 611	7 278 960	7 993 013	8 458 662	9 108 917
Service de la dette	224 556	230 123	257 723	259 701	278 949
Logement	3 838	0	0
Surplus/déficit (-)	-1 615 452	-1 396 592	-611 736	-662 804	-722 988

Note : Année financière se terminant le 31 mars.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0008.